

La mystification blairiste.

Isaac Johsua

Un modèle chasse l'autre. Leur durée de vie est de plus en plus courte, mais ils sont pourtant donnés en exemple, à deux conditions : qu'ils viennent d'ailleurs et qu'ils illustrent les vertus du libéralisme. Tel est actuellement le cas du blairisme. On critique, à juste titre, les dégâts sociaux de la politique de Blair, qu'il s'agisse des inégalités, de la pauvreté, de la précarité ou encore des conditions de travail. Mais on lui fait crédit de sa performance économique globale. C'est sur ce dernier point que je voudrais porter le fer, en comparant les réalisations économiques du Royaume-Uni et de la France.

L'effort d'investissement est communément présenté comme le signe du dynamisme d'une économie : or, de 2000 à 2004, le taux correspondant français est, en moyenne, nettement supérieur au taux anglais (l'investissement étant dans les deux cas rapporté au PIB). La même image ressort de l'examen du solde des échanges de biens et services avec l'extérieur, souvent considéré comme une bonne manifestation de la compétitivité d'une économie : celui du Royaume-Uni est systématiquement déficitaire, année après année, de 1998 à 2004, celui de la France, au contraire, systématiquement excédentaire sur la même période. Le rythme auquel s'est accrue la productivité horaire du travail de 1995 à 2004 est, il est vrai, plus élevé au Royaume-Uni qu'en France, mais les taux annuels moyens correspondants demeurent très proches : 2,3% au Royaume-Uni, 2% en France. Enfin, en matière de déficit public, les deux pays sont au coude à coude, à 3,6% du PIB pour la France en 2004 et 3,1% pour la Grande-Bretagne à la même date.

L'essentiel, nous dit-on, ce sont les capacités supérieures d'adaptation de l'économie britannique à la mondialisation, qui se traduisent par une croissance plus rapide. Ni d'un côté ni de l'autre de la Manche, notons-le, n'est posée la question de la qualité de cette croissance en termes d'environnement, mais, depuis l'arrivée au pouvoir de Blair en 1997, le PIB anglais a crû effectivement plus vite, en volume, que son équivalent français, même si la différence est loin d'être aussi grande qu'on le prétend : 0,4 points séparent les taux de croissance annuels moyens des deux pays (2,9% pour le Royaume-Uni, 2,5% pour la France) sur la période 1997–2004. L'important n'est pas tant le décalage que son origine. L'écart est trop rapidement attribué par les tenants du néolibéralisme à la flexibilisation du marché du travail. En réalité, comme son homologue américain, le modèle anglais penche du côté de la demande plutôt qu'en direction de l'offre. Depuis 2000, en pourcentage du PIB correspondant, la consommation des ménages français représente aux alentours de 55%, celle des ménages anglais autour de 63%. Une différence de 8 points, qui en dit long sur le rôle de la consommation privée dans le modèle anglais. Le différentiel de croissance anglais n'est d'ailleurs pas sans contreparties négatives, qu'il s'agisse de l'endettement des ménages (loin devant les niveaux enregistrés en France) ou de la place occupée par des fonds de pension à l'équilibre menacé.

Reste enfin la prouesse cent fois martelée : celle du taux de chômage, réduit de moitié si l'on passe de France en Angleterre, en gros de 10% à 5%. Nous sommes ici, nous dit-on, au cœur du modèle anglais : grâce à la flexibilisation du marché du travail, l'économie britannique crée des emplois à un rythme bien plus rapide que la française. Or, c'est l'inverse qui est vrai : de 1997 à 2003, l'emploi s'est accru de 8,8% en France et de 6,5% au Royaume-Uni. Pour comprendre pourquoi, malgré cela, la différence entre les deux pays persiste, il faut tenir compte des points de départ respectifs : en 1997, alors que Blair accédait aux commandes, le

taux de chômage français était de 12,6%, l'anglais de 7,2%. L'arrivée de Blair au pouvoir ayant eu lieu en juin 1997, la politique mise ensuite en œuvre n'a pu avoir qu'une faible influence sur le taux de chômage du quatrième trimestre 1997. Or, ce taux s'établissait déjà à 6,5%, bien près des 5% actuels. Au total, le succès en apparence le plus incontestable du modèle anglais ne l'est qu'en trompe-l'œil.

Mais, dira-t-on, ce sont les politiques libérales appliquées par Thatcher et Major qui ont réduit le chômage au niveau hérité par Blair. N'est-ce pas la preuve de leur efficacité ? En aucune façon. Arrivée au pouvoir en 1979, la Dame de fer anglaise a détruit de l'emploi à tour de bras, et il faudra, pour retrouver en la matière le niveau de 1980, attendre 1987. Dix ans plus tard, quand Blair est nommé Premier ministre, le chômage a fortement reculé, un exploit qui est dû, non à la politique libérale, mais tout simplement à la chute pendant les années 1990 de la population active (qui englobe ceux qui sont à la recherche d'un emploi). Si, entre 1990 et 1997, la population active anglaise avait crû au rythme antérieur au lieu de reculer, le taux de chômage du Royaume-Uni en 1997 aurait été de 12,6% (comme en France au même moment) au lieu du 7,2% officiellement recensé.

De quelque côté que l'on se tourne, on ne peut apercevoir les performances proclamées de l'option libérale, même si elle se présente sous sa figure blairiste. Sans doute serait-il temps d'abandonner la vieille manie des modèles portés en triomphe, puisqu'ils sont suivis d'autant de naufrages (souvenons-nous des discours laudateurs sans fin sur les modèles japonais, allemand, etc.). La solution miracle qu'il suffirait de copier n'existe pas. Il vaudrait mieux enlever les œillères de la pensée unique et, rejetant les recettes d'un libéralisme qui n'a fait que la preuve de sa nocivité, entamer un véritable débat sur les voies et les moyens d'une croissance maîtrisée.

Isaac Johsua est économiste.